

Alain LIPIETZ

QUELLE BASE SOCIALE POUR
LE "CHANGEMENT" ?

(N° 104)

Alain Lipietz

QUELLE BASE SOCIALE POUR LE « CHANGEMENT » ?

Le débat sur les deux cultures... Vous vous souvenez ? C'était le tube des années noires, 78-80... A ma gauche (?), les vaillants défenseurs du marxisme et des exploités, les pourfendeurs de « consensus », de « néo-social-démocratie », et de « néo-petits-bourgeois », les nostalgiques de l'Etat et du progrès-quand-même. A ma droite (?), les contempteurs de l'étatisme et du productivisme, les hérauts de l'autonomie et des Nouveaux Mouvements Sociaux. CERES contre Rocardiens, *NON !* contre *Faire*, Motchane contre Touraine, la culture jacobine contre la culture autogestionnaire.

La gauche est aujourd'hui au pouvoir. Quelle « culture » va-t-elle défendre ? Eh bien, c'est écrit dans le Plan, premier document doctrinal du septennat, dès l'entrée en matière, dans le bilan du septennat précédent : *la politique conservatrice ; un constat de blocage*. Lisons :

Cette situation [héritée du giscardisme] reflète, en même temps qu'elle la renforce, la défaveur dans laquelle est tenue la culture technique dans notre pays (...)

[L'ensemble des transformations que la France a connues en trente ans] a créé les conditions d'une mutation culturelle dont les premières conséquences sont à présent acquises. Une nouvelle culture s'organise : fondée sur des connaissances et sur des apports scien-

tifiques et techniques, mondiale dans son aire de diffusion, elle fait appel à des formes d'acquisition et d'emploi des connaissances et à des critères d'appréciation des faits, des événements et des œuvres qui demeurent inédits dans notre système de formation. Cette culture n'est plus la connaissance, la possession ou l'usufruit d'un patrimoine, collectif ou personnel. Elle est davantage une capacité d'adaptation et de création des sociétés, des groupes, des individus, qui leur permet de se situer et de progresser dans un flux permanent d'informations, de connaissances et d'œuvres de toutes provenances. Toutes les sociétés parvenues à ce stade de développement sont tenues d'adapter leur système d'éducation et de formation, leurs structures d'information, et jusqu'à la représentation de leur culture à ces nouvelles conditions (...)

L'absence ou l'insuffisance d'initiative à la culture technique à tous les degrés et dans toutes les formes d'enseignement a des effets profondément négatifs : sous-emploi, inadaptation ou obsolescence des connaissances théoriques dans tous les secteurs de la vie professionnelle et méconnaissance ou désintérêt à l'égard des activités industrielles sont les plus évidents (...)

En matière d'éducation, d'information et de culture l'élargissement de l'« offre » n'a pas produit les effets qu'on aurait pu en attendre : accentuation de la mobilité sociale, extension du rôle de l'opinion, développement de la création. Cette mutation inachevée conduit aujourd'hui au repli et au passéisme. C'est, à long terme, la plus grave menace qui pèse sur la société française.

Voilà qui est clair. La culture qu'il s'agit de défendre, c'est celle qui adapte (enfin) l'idéologie de la France à ce qu'elle est devenue en trente ans, de rapport Langevin-Wallon en rapport Rueff-Armand : absolument moderne, comme dirait Serge July, c'est-à-dire technicienne et entreprenante.

Mais attention, nous dit la suite :

Face à la crise, la France est à la recherche de voies nouvelles de redressement et de progrès. L'échec de

l'expérience précédente atteste qu'une politique qui accepte de sacrifier les espérances de la jeunesse, les aspirations des femmes, la sécurité d'emploi des travailleurs âgés, est fondamentalement contraire aux intérêts et aux attentes de la Nation. C'est à l'organisation sociale elle-même que s'impose un effort de rénovation. Les gouvernements précédents ont ignoré cette exigence de justice et de progrès. Ils ont suivi une politique libérale et conservatrice. Ils ont échoué dans l'ordre économique. Ils ont laissé se développer des attitudes de repli. Ils ont laissé s'aggraver les divisions sociales.

La France doit d'abord tourner le dos aux ségrégations et aux cloisonnements qu'encourageait une telle politique. Il faut sans délai combler le fossé qui s'est creusé entre ceux qui jouissent du confort, d'un emploi stable ou facilement accessible, d'un avenir assuré, et ceux qui supportent et subissent les risques et les échecs de la modernisation, acculés à des perspectives incertaines, à des situations précaires, à une existence assistée ou dépendante. Il faut éliminer les causes de cette évolution dangereuse qui crée, sous les apparences de la démocratie politique, un clivage inacceptable entre des citoyens actifs et des citoyens passifs.

Bref, pas de modernité sans solidarité. Comme il est dit dans le paragraphe consacré à la négociation entre patrons et syndicats : « *C'est une affaire d'équité. Cela devient un impératif d'efficacité.* »

Résumons-nous. La culture que propose le Plan, rédigé sous l'égide d'un personnel « rocardien » mais soigneusement contrôlé par les autres tendances de la majorité :

- se veut moderne, c'est-à-dire technique et industrialiste,
 - elle ne fait d'ailleurs que s'adapter à la réalité socio-économique, tout comme la « majorité politique a rejoint la majorité sociologique »,
 - elle encourage « l'interface » des initiatives des individus et des groupes dynamiques,
 - elle refuse la société duale, et veut assurer la diffusion sociale du progrès.
- Bref, elle est rocardo-cérèsiste.

Alors ? Trois ans de débats sur les « archaïsmes » de la pensée de gauche ne masquaient-ils donc qu'un accord de fond ? Et cet accord se réalise-t-il sur un « bloc hégémonique », au sens gramsciste du terme, crédible ? C'est ce qu'il faut examiner.

La grande mutation.

Faut-il encore revenir sur la formidable transformation qu'a connue la France dans l'après-guerre¹ ? Rappelons-nous. Au sortir de la guerre, l'agriculture représente encore 45 % de la population active. Depuis la Sainte-Alliance de 1789, face à la noblesse, reconduite en juin 1848 et au printemps 1871, face au prolétariat, le système hégémonique français fonctionne « à la propriété » et soude à la bourgeoisie l'ensemble des « petits indépendants-possédants », agriculteurs et « patrons de l'industrie et du commerce ». L'après-guerre se caractérise par l'effondrement de la paysannerie, des artisans, des petits commerçants (leur part chute de 31 % à 14 % de 1954 à 1978) au profit de nouvelles couches salariées. Ce phénomène s'explique par trois mécanismes² :

— La concentration de la production capitaliste, qui s'accompagne d'une « déconcentration » des fonctions capitalistes au profit de cadres salariés. Si l'exode rural va nourrir la masse croissante des ouvriers et des employés, si la croissance des employés de commerce compense exactement la chute des petits commerçants, celle des « professions libérales et cadres supérieurs » (les bourgeois salariés) ne compense pas l'effondrement des « patrons de l'industrie et du commerce ».

— La division capitaliste du travail, en même temps qu'elle déqualifie le travail ouvrier, gonfle le groupe des techniciens et des ingénieurs. Ce groupe reste d'ailleurs limité : les premiers passent de 1 à 3,5 % de 1954 à 1975, les seconds de 0,4 à 1,2 %.

— Le gonflement des tâches de régulation sociale occupées

1. Thème suffisamment connu. Voir par exemple les articles et livres d'A. Granou, ou les miens, par exemple : T. M. décembre 1976 (« Derrière les programmes, voir les forces »), juin 1980 (« La double complexité de la crise »).

2. Voir mon article « Le tertiaire, arborescence de l'accumulation capitaliste », *Critiques de l'Economie Politique*, n° 12, juillet-septembre 1980.

par des salariés du secteur public ou parapublic. En fait, les professeurs, chercheurs, instituteurs et « cadres moyens médicaux et sociaux » sont les seuls groupes qui « explosent » à des rythmes supérieurs à 8 % après 1968, atteignant 6,5 % de la population active en 1975.

Ainsi, tout se passe comme si, entre la masse relativement stable de la classe ouvrière (de 34 % à 38 % entre 1954 et 1975) et la « poignée » d'industriels et professions libérales (1 % en 1954 comme en 1975) on assistait à une formidable « substitution de classes moyennes ».

Dans le même temps, la classe ouvrière elle-même est l'objet d'une non moindre mutation. Structurée sur le modèle « ouvriers professionnels-manœuvres », concentrée dans les « banlieues rouges », organisée par le parti communiste et la CGT au sortir de la guerre, elle subit une profonde repolarisation de sa composition technique (au profit du couple « techniciens-OS ») avec une transformation dans son recrutement en direction des femmes, des ruraux, des immigrés, qui n'est pas sans dimension régionale (dans les communes rurales de la Basse-Normandie, la majorité des habitants est à présent ouvrière).

Derrière tout ce tohu-bohu : les « trente glorieuses » (Fou-rastié dixit) années d'accumulation intensive capitaliste. Fini le capitalisme frileux et protectionniste de la III^e République. La France s'ouvre au taylorisme, au « fordisme », à la compétition internationale. Fer de lance de cette industrialisation : les industries d'équipement, dont l'automobile est le plus beau fleuron, qui poussent à l'extrême la dissociation du savoir-faire collectif entre les OS (réduits à l'état d'exécutants) et les bureaux des méthodes. Or ce fordisme ne peut se développer sur une longue période que s'il est centré sur la production de masse pour une consommation de masse. Ce qui implique à son tour le gonflement du tertiaire public, gérant de l'Etat providence³.

Mais qui, quel groupe social se fit le protagoniste de ce modèle de développement ? Pas la vieille bourgeoisie industrielle et bancaire qui clamait, dix-vingt ans auparavant, « plutôt Hitler que le Front populaire ». Non, un bloc étrange, gaullistes-

3. Sur le fordisme en tant que procès de travail et mode de consommation, et la « régulation monopoliste » qui l'accompagne, voir les travaux d'Aglietta, Boyer, Coriat, Granou, mon livre *Crise et inflation, pourquoi ?* (Maspero 1979), etc.

marxistes-chrétiens de gauche, opérant du sein de l'administration économique, et dont F. Fourquet a évoqué l'épopée dans *les Comptes de la puissance*⁴. Ces futurs grands commis, humiliés par la défaite, exaspérés par une bourgeoisie rétrograde, formeront le seul grand parti (au sens machiavélien du terme) des années 50-60, un parti occulte et clandestin, bien qu'il ait ses correspondants dans tous les partis de l'arc résistancialiste, un parti qui n'occupa les apparences du pouvoir qu'exceptionnellement (sous Mendès-France et sous Chaban-Delmas), mais qui dans les cabinets, aux Finances, au Plan, à la Datar, mena son projet avec persévérance : le « parti du développement ». Or, le succès même de ce parti, dans une fraction de la bourgeoisie industrielle, succès que le gaullisme devait assurer sur le plan de la politique économique, savait la base idéologique de l'hégémonie de la droite. On peut dire que Jérôme Monod, homologue de ce parti à la Datar, par sa politique d'industrialisation déqualifiée de l'Ouest français, provoqua la chute de Jérôme Monod, dirigeant du RPR, dans ces terres catholiques ralliées à la gauche dès les municipales de 1976, et qui devaient assurer l'écrasante victoire du PS en juin 1981.

Qu'avait en effet à proposer la droite ? Encore et toujours le mythe de la propriété, la crainte des partageux. Après le coup de boutoir culturel de mai 68, on tenta bien avec Chaban la carte de la « Nouvelle Société », vite remise au placard devant son insuccès à rallier la contestation et calmer les luttes ouvrières, et surtout devant la levée de boucliers qu'elle suscita chez les caciques de la droite : on ne gagne pas les élections contre ses propres colleurs d'affiches. Pompidou risqua bien le thème du « enrichissez-vous », en évoquant la croissance des biens de consommation durables, mais au moment décisif on en revenait à l'archaïque « ils vont vous prendre vos petites maisons » (marchandises diamétralement étrangères à la logique du fordisme), aux coups de menton des Messmer et aux valeurs sûres des Maurice Druon.

Oui, à l'époque il existait une bourgeoisie industrielle, prête à jouer la carte du « modèle nippon-suédois », celle de l'expansion

4. F. Fourquet, *les Comptes de la puissance. Histoire du Plan et de la comptabilité nationale*, éd. Encres, 1981. Voir en complément P. Massé, « Autocritique des années 60, vues par un Commissaire au Plan », *Supplément au Bulletin de l'IHTP* n° 1, 1981.

(et de *l'Expansion*), une bourgeoisie industrielle qui flirtait avec une certaine gauche moderniste (Bidegain, Neuschwander) et qui se trouvait brimée par l'archaïsme d'un Pompidou finissant. Cette bourgeoisie et cette gauche se retrouvaient dans l'association Echange et Projet, sous l'égide des « développementistes » dépités par l'échec de Chaban, et dont certains (Delors, Pisani) devaient faire le pas d'adhérer au PS.

La rupture giscardienne.

A la mort de Pompidou, le PS est donc tout prêt à recueillir un héritage légitime. Dès cette époque en fait, l'industrialisation et l'exode rural achevés pour l'essentiel, la grande vague de mai 68 retombée et déjà sérieusement en voie de récupération sociale-démocrate (avant que le ressac n'en ballote l'écume jusqu'au libéralisme avancé), la France n'a plus qu'à s'aligner politiquement sur l'Europe du Nord, elle qui s'en est si fort rapprochée économiquement. Et de fait, dès les législatives de 1973, la gauche du Programme commun est aux portes du pouvoir, et aux présidentielles de 1974, le manque d'un cheveu.

Mais elle le manque. Sept ans de présidence giscardienne et de crise économique suffiront largement à dilapider l'héritage de la social-démocratie à la française.

En 1974 en effet, au cœur de cette crise hégémonique spécifiquement française, et à l'ouverture de la crise mondiale du fordisme, la bourgeoisie financière, celle qui peut mettre aussi bien son argent dans la rente, les emprunts russes, les colonies ou l'industrie territoriale, garde de justesse le pouvoir face à la gauche, et le confie à son représentant direct : Valéry Giscard d'Estaing.

Double rupture des traditions. D'abord la bourgeoisie financière vient rarement occuper le pouvoir politique à l'état pur : les sommets de l'Etat sont généralement occupés par des représentants d'une *alliance* de classes, d'un bloc hégémonique, et non d'une classe fondamentale, fût-elle en *position hégémonique*⁵.

5. Plus généralement, de même qu'en chimie on joue avec des molécules et pas avec des atomes, en matière de luttes politiques on voit s'opposer non des classes mais des systèmes d'alliances de classes (ou blocs), une même classe ou fraction de classe pouvant figurer dans deux

A vrai dire, cela ne saurait arriver que dans les situations où le bloc hégémonique ancien est déjà caduc, et le bloc nouveau pas encore mûr ou pas encore accepté, et où il n'y a pas de solution « bonapartiste⁶ » évidente : ce fut le cas avec l'orléanisme et avec la République des Ducs. L'inconvénient de cette solution de dernier recours, c'est qu'une classe sociale aussi microscopique ne peut longtemps occuper seule le pouvoir. On le verra en 1980-1981, comme en 1848. Mais n'anticipons pas.

Seconde rupture dans une tradition plus récente : Valéry Giscard d'Estaing n'est pas issu de l'arc résistancialiste, il est simplement le leader d'un groupuscule (le parti républicain indépendant) issu d'une scission du vieux parti de la droite traditionnelle : le Centre national des indépendants et paysans. Avec les résidus du MRP (Lecanuet) et de l'antédiluvien parti radical, ce machin (qui de 1968 à 1978 aura quand même fourni sans interruption à la droite ses ministres de l'Intérieur) va constituer l'UDF.

Plus particulièrement, Valéry Giscard d'Estaing, quoique élevé dans le sérail de l'administration économique et quoique ayant communiqué sous la République gaulliste au credo des développementistes, n'en partage pas la mystique. Son fond orléaniste et « vichyste⁷ » n'allait pas tarder à refaire surface : dans *les Comptes de la puissance*, malgré la plaidoirie de l'avocat Sérisé, il joue le rôle du traître. Rappelons quand même que le résultat de l'élection de 1974 ne fut pas décidé dans l'ambiance feutrée d'un séminaire de la bourgeoisie financière

blocs en lutte, en fonction des liaisons et attitudes diverses que certaines fractions de classe peuvent présenter du fait de la complexité de leurs conditions d'existence concrètes et de la manière dont elles les perçoivent. Nous développerons plus loin l'exemple des cadres et des paysans.

6. Corrélativement à la remarque note 5, il ne faut pas concevoir le bonapartisme comme une autonomisation du Pouvoir politique en situation d'équilibre entre deux classes, mais en situation de mutation entre blocs hégémoniques. Le gaullisme fut en ce sens un bonapartisme.

7. Les similitudes entre giscardisme et vichysme, souvent relevées, ne sont ici rappelées que pour souligner qu'un certain modernisme technocratique (voir le livre de Paxton sur Vichy) peut fort bien aller de pair avec une législation civile et politique réactionnaire, un abandon de l'indépendance nationale, un rapport aux masses fondé sur l'élitisme et le paternalisme, etc. De ce point de vue (y compris donc par certains aspects du développementisme) il y a continuité de la droite moderniste Vichy — De Gaulle — Giscard, malgré les inversions explicitées dans le texte.

réunie dans un château des Yvelines. Si Valéry Giscard d'Estaing a battu Chaban-Delmas au premier tour et su victorieusement contenir Mitterrand au second, c'est qu'il incarne bien, quand même, une image moderniste (« le changement sans risque »), à laquelle il se tient d'ailleurs pendant quelques mois.

Sautons l'épisode Chirac et la nouvelle défaite de la gauche en 1978 que j'ai analysés ailleurs⁸ et passons au gouvernement Barre qui traduit « la vraie nature du président ». Quatre ans de barrisme sanctionneront en effet une complète mutation de la philosophie économique-politique de la grande bourgeoisie. Face à la crise, la haute bourgeoisie (financière et industrielle) et la haute administration, font un choix qui pèsera lourd dans l'héritage de la présidence Mitterrand⁹ : l'abandon du rêve d'un développement maîtrisé, auto-centré du dispositif socio-économique français (le choix du libéralisme et du mondialisme). Finie la logique du partage entre l'investissement en France et la consommation française. La France s'engage dans la voie de la société duale (au sens de C. Stoffaës¹⁰) : une masse de chômeurs, de travailleurs précaires et de PME sous-traitantes serviront tout au plus de base d'appui à un secteur moderne et compétitif en voie de multinationalisation. La politique du franc surévalué (qui dissout la base industrielle territoriale au profit de l'investissement à l'étranger) et de l'austérité (qui permet la compétition « par les prix » sur le marché mondial, faute de pouvoir la pratiquer « par la qualité ») traduit cette option. Les résultats ne s'en font pas attendre : l'internationalisation du système productif français, déjà bien engagée sous la présidence Pompidou, s'accélère brutalement. La France perd rapidement la maîtrise de la production de ses propres biens de production : plus de 50 % des machines sont achetées à l'étranger, le secteur de la machine-outil est quasiment anéanti. De ce fait, et quel que soit le gouvernement, la France se voit condamnée à subordonner sa politique sociale à la contrainte extérieure.

8. « La double complexité... » cf., note 1.

9. Ce diagnostic s'appuie sur une lourde étude économique, résumée dans mon article « Redéploiement industriel : le legs du libéralisme », *le Débat* n° 16, nov. 1981.

10. C. Stoffaës et J. Amado, « Vers une socio-économie duale ? » *La société française et la technologie*, La Doc. Fr., 1980.

Cet effondrement des bases économiques du compromis moderniste social-démocrate s'accompagne, de façon relativement indépendante, d'une érosion de son prestige idéologique. Certes, l'affaïssement (bien relatif, d'ailleurs) des mythes de l'Etat-providence obéit à des causes internes à la gauche elle-même : fusion de la critique maoïste et de la critique libérale du social-fascisme soviétique, remise en cause de l'étatisme et du productivisme par les mouvements sociaux héritiers de mai 1968, etc. L'identité « progrès technique = progrès économique = progrès social = progrès de l'Etat », caractéristique de la gauche des années 50-60 comme du parti développementiste, vole en éclats. De talentueux idéologues, sur un arc étendu de Raymond Aron à *Libération*, et centré sur la revue *Esprit*, tentent une nouvelle synthèse entre les besoins de modernisation libérale du capitalisme et les aspirations libertaires ou du moins « individualitaires » qui fermentent dans les bases de la société.

Soyons clairs : cette idéologie ne sera jamais celle du pouvoir giscardien et encore moins celle d'une alliance giscardienne-rocardienne. Ça aurait pu être, cela ne fut pas, pas plus que ne se fit, avant 1914, l'unité du centre-droit et du centre-gauche, irrémédiablement séparés par la question religieuse. Pourtant, c'était bien simple : n'y avait qu'à... N'y avait qu'à offrir aux masses un peu de participation sur le qualitatif, en échange de l'austérité sur le quantitatif. N'y avait qu'à soustraire à la nouvelle petite bourgeoisie tertiaire la gestion du local, la grande bourgeoisie se réservant les affaires mondiales dans le cadre de la trilatérale, l'Etat national, relique barbare, passant à la trappe. J'ai moi-même esquissé cette hypothèse, que la revue du CERES, *Non !* et en particulier J.-P. Garnier allaient présenter comme un modèle réalisé¹¹.

Cela ne se fit pas. Pour une raison d'ordre général : il n'y a pas d'autre institution de souveraineté que l'Etat national. Même si le système hégémonique peut se moduler sur des arma-

11. J'ai tenté de réagir contre une telle interprétation « paranoïaque » (au sens où elle revenait à interpréter « tout ce qui bouge » en dehors du mouvement ouvrier traditionnel comme un complot de la Trilatérale), mais en soulignant sa part de vérité, dans deux articles symétriques qui complètent « La double complexité... » : « L'absurde polarisation », *le Monde diplomatique*, nov. 80 et « Choisir sa gauche », *le Débat* n° 9, 1981.

tures régionales différenciées, même si l'économie-monde se structure en « camps de nations » garantes d'un ordre mondial et luttant pour l'imposer, la lutte de classe se noue encore, les compromis institutionnels se règlent toujours au niveau de l'Etat-nation. Pour une raison d'ordre particulier : en période de redéploiement, on ne découple pas le local du global. Les luttes de Lorraine, de Plogoff, les luttes sectorielles ouvrières, paysannes se heurtaient de front à la logique du redéploiement et appelaient l'intervention répressive de l'Etat. Dans ces conditions on ne pouvait compter sur les mouvements sociaux pour réformer pacifiquement l'ordre institué sans remettre en cause sa stabilité structurelle : le « social » n'était que ramassis de corporatismes paralysant le libéralisme économique et que l'Etat devait mater. Or on se trouvait enfin dans la situation singulière où la logique économique d'un groupe restreint (la bourgeoisie mondialiste) n'avait rien, mais rien à offrir en échange aux autres couches sociales.

Le tandem Giscard-Barre s'est lancé dans l'hérésie (pour la science politique, toutes théories confondues) de diriger un Etat pour les intérêts littéralement corporatistes d'une seule fraction de classe, sans rien concéder, même verbalement, à un réseau d'alliés et d'appuis. L'année 1980 portera l'hérésie au paradoxe : ce pouvoir mobilisera en face de lui les profs, les juges, les avocats, les cadres, les marins-pêcheurs, les petits commerçants, les paysans, les employés, les ouvriers, bref tout le monde, les exploités comme les agents dominés de la domination. On se demande encore comment on a pu croire, à l'automne, que Valéry Giscard d'Estaing gagnerait les élections¹² ! En fait, la seule idéologie qui restait au régime était celle de la Loi et de l'Ordre, l'épouvantail de l'insécurité. Seuls les régimes fascistes peuvent s'asseoir là-dessus, et le « vichysme mou » n'en était pas un : il n'y avait d'ailleurs pas matière à fascisme, faute de sérieuse menace prolétarienne. Quant à l'appel ultra-moderniste au « vent du large », à la compétitivité, à la

12. En cette triste époque, José Staco posait la question dans *Partis Pris* n° 25 : Comment est-il possible, en attaquant toutes les catégories sociales à la fois, de rester en tête des sondages ? Il renonça à donner une réponse. Dans le n° 22 (septembre) je comparais la situation à l'ancien régime « juste avant le déluge », mais faisais en fait crédit aux sondages favorables à VGE.

mobilité, au mondialisme, cette idéologie pour « jeunes loups » ne pouvait, elle, concerner qu'un groupe trop restreint (les cadres d'affaires et de la haute administration épurée des développeurs nationalistes).

Les sociologues de l'agence Havas (qui sont à l'analyse de classe ce que les paysagistes sont à la géologie) avaient d'ailleurs diagnostiqué l'effondrement de ce « look », qui s'était substitué dans les années 60-74 au « look » rural, et l'émergence très rapide du groupe des « recentrés ». La crise mondiale du fordisme n'avait plus à offrir que de la sueur, du sang et des larmes. Les néo-petits-bourgeois voulaient souffler un peu. Finalement, même Rocard n'eût peut-être pas été un bon candidat.

La social-démocratie enfin au port ?

Mitterrand a donc gagné, et nettement. Comme une tension tectonique trop longtemps contenue déclenche un tremblement de terre dès qu'un seuil est franchi, la brèche ouverte en mai dans la légitimité présidentielle de la droite se mue en juin en raz-de-marée parlementaire du PS. Ça y est enfin : les Français osent vouloir le changement pour lesquels ils étaient mûrs¹³. Mais voilà : n'est-il vraiment jamais trop tard pour bien faire ?

Dans l'opposition, le PS a engrangé toutes les aspirations des couches nouvelles tertiaires, aussi bien qu'ouvrières. Le PCF, incarnant une classe ouvrière traditionnelle laminée par la réorganisation capitaliste du travail, après avoir vainement tenté de lui disputer ces couches nouvelles, s'est replié sur ses bastions, quitte à épouser leurs pires défauts supposés : la référence aux pays du social-fascisme, les accents doriotistes contre les immigrés, jusqu'aux crimes contre l'unité de la classe d'Ivry et de Montigny. Mal lui en a pris : l'érosion latente s'est transformée d'un coup en écroulement historique. Quant à la droite, qui ne tenait que par inertie, elle n'a au sens strict plus rien à dire (et Chirac a prudemment remis au placard le reaganisme

13. Comme le montre J. Jaffré (« De Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand : France de gauche, vote de gauche », *Pouvoirs* n° 20, 1982), il ne s'agit pas d'une simple « démobilisation de l'électorat de droite ».

emprunté le temps d'une campagne, et dont l'expérience américaine se charge rapidement de faire un repoussoir).

Donc, la route est libre. Ou plutôt, toutes semblent libres. Prudent, génial politicien, Mitterrand a d'ailleurs pris soin d'occuper tout l'espace des représentations : celui des couches nouvelles (l'affiche de « l'autre chemin » en plan américain entouré d'experts au visage de cire : à coup sûr, pas des rigolos) et celui de la Vieille France (l'affiche quasi pétainiste, sur fond d'église romane, de « la force tranquille »). S'appuyer sur les couches nouvelles d'accord, mais dans leur volonté de retrouver leurs racines — leur « recentrage » (et de toute façon, les « décalés » qui auraient bien voté Coluche ne pouvaient que voter pour lui. On leur concédera un concert de rock, place de la République, et on leur accordera la « paix des braves » au Larzac et à Plogoff).

La victoire de Mitterrand, c'est d'abord le retour à la nécessité d'une hégémonie culturelle, nationale-populaire, que le sacre du Panthéon enracine dans la filiation d'un humanisme socialiste, résistancialiste et anticolonialiste : Victor Hugo, que Giscard avait assassiné en envoyant la Royale contre les pêcheurs, est ressuscité. D'ailleurs Mitterrand écrit comme un héritier de la grande culture française, alors que Valéry Giscard d'Estaing écrivait comme un taupin besogneux.

La victoire de Mitterrand, c'est donc aussitôt l'apurement des aberrations liberticides étrangères à la grande tradition, la Révolution, que le pompidolisme et le giscardisme avaient multipliées : abolition de la peine de mort, de la Cour de sûreté de l'Etat, de la loi Sécurité et Liberté, des tribunaux militaires, gestes envers les immigrés, les réfugiés, etc.

Mais la victoire de Mitterrand, c'est surtout le retour en force des « développementistes » marginalisés par Giscard d'Estaing. Symboliquement, le jour même où ce dernier organisait, entre Mireille Mathieu et Alain Delon, le cirque de la porte de Pantin, le candidat Mitterrand s'enfermait pour un dimanche studieux avec les rescapés de la grande époque du Plan et des Comptes de la Nation, sous le patronage de Pierre Mendès-France.

Et de fait, contre toute attente, le nouveau pouvoir accouche tambour battant et conjointement de la loi de nationalisation à 100 % des principaux groupes industriels et financiers d'une part, d'un budget de relance « keynésien » par déficit des

finances publiques d'autre part, consacré à la hausse des transferts sociaux, à l'aide à l'industrie et au grand bond en avant de la Recherche et de la Technologie.

Si l'on ajoute à cela que la toute première grande réforme du septennat est la loi de décentralisation, qui dote enfin, et pour la première fois depuis que Bonaparte effaça l'esprit communaliste de la constitution de 1793, les collectivités locales d'un pouvoir exécutif, alors on voit poindre une certaine logique, d'ailleurs rigoureusement développée dans le plan intérimaire, et que l'on peut résumer à ceci :

1) Retour, sous la houlette de l'Etat, au fordisme autocentré, les gains de productivité ralentis étant cette fois partagés entre l'accumulation et la baisse de la durée du travail.

2) Adaptation du dispositif institutionnel promouvant massivement les nouvelles couches moyennes à la gestion des affaires au niveau local, et matérialisant enfin la mise en place du bloc hégémonique moderniste.

Finalement, n'est-ce pas la réalisation pure et simple de ce qu'il aurait fallu faire dès 1973, voire de ce qu'aurait voulu faire Chaban, dans une conjoncture économique certes moins rose, mais dans une conjoncture politique bien plus dégagée : on est débarrassé des gauchistes, et l'aristocratie et la bureaucratie ouvrière représentées par le PCF doivent rabattre sur leurs ambitions ? Et n'est-ce pas la juste synthèse entre les « deux cultures » de la gauche, autour de leur tronc commun (le modernisme) : à Chevènement et aux industrialistes la prise en tutelle jacobine du développement économique et technologique, au rocardisme la décentralisation et « le socialisme de la responsabilité » ? Certes, une fraction modérée du PS, *le Nouvel Observateur*, etc., trouveront qu'on est trop jacobin, qu'on viole trop ouvertement le jeu du marché. Sur l'autre bord, il s'en trouvera encore pour craindre qu'un excès de décentralisation n'engendre un « laissez-faire dommageable à la communauté nationale, en faisant sauter les garde-fous qui font obstacle à l'esprit de clocher¹⁴ ». Mais globalement, et comme

14. Selon J.P. Garnier (animateur de la revue du CERES), dans *Métropolis* n° 51, p. 8. Ce numéro, intitulé « Le local, le central et le capital » est consacré à démontrer la thèse selon laquelle le projet du nouveau pouvoir serait tout simplement le projet prêté depuis sept ans à Giscard (voir plus haut), mais qui pour d'obscures raisons n'avait

il fallait s'y attendre, c'en est fini de « l'absurde polarisation » : Chevènement et Delors prônent de concert à l'automne la « pause » en matière de réforme (avant même que les réformes proprement sociales ne soient commencées), et Rocard, investi de la mission du Plan, se sent croître une âme de planiste.

Tant mieux. Revient donc en première ligne la vraie, la seule polarisation : entre les aspirations des masses travailleuses et des mouvements sociaux, d'une part, et la réaction, s'appuyant sur les vieux réflexes corporatistes pour se construire une base de masse, de l'autre. Entre les deux, et surplombée par la crise mondiale, quelles sont les chances de la stabilisation sociale-démocrate ?

Pour répondre à cette question, il faut réexaminer de plus près les deux volets, économique-social et politico-social, de ce compromis, et déceler quelles forces sociales sont susceptibles d'y adhérer.

Le capital n'est plus au rendez-vous...

La politique économique-sociale qui se dessine relève en fait d'une double inspiration : keynésienne-libérale, et dirigiste-étatiste.

Le budget 1982 relève de la première inspiration. Il faut retrouver le cercle vertueux de la croissance fordiste. Pour cela, relancer le pouvoir d'achat populaire, mais sans trop peser sur les entreprises, pour relancer l'investissement. Voyant leurs profits et leurs perspectives de marchés s'étendre, les entreprises privées dynamiques ne manqueront pas d'investir, de se moderniser, de créer des emplois. Comme le marché mondial, dont l'expansion tirait la croissance française après 1968, est lui-même stagnant, il faut cependant ne pas s'attendre à des merveilles : les gains de productivité (de l'ordre de 3-4 %, contre 5-6 % jadis) permettront exclusivement une baisse de la durée du travail, dans le cadre d'un strict maintien du pouvoir d'achat

pas été mis en pratique par celui-ci : le court-circuitage du « national » entre le local (où l'on s'occuperait du social et de l'hégémonie) et le « mondial » (où l'on s'occuperait de la grande économie). Outre que ce court-circuitage me semble toujours aussi impossible, il me semble en plus aller cette fois carrément à l'encontre du projet du P.S., toutes tendances (Rocard, Ceres, Adur, Amou) confondues.

du salaire moyen annuel (avec compression de la hiérarchie), les seules hausses du pouvoir d'achat venant de la croissance des transferts sociaux (dont le financement implique une attaque, notamment fiscale, des couches sociales possédantes).

Remarquons tout de suite que la réduction d'une heure par an, étant inférieure aux gains de productivité, implique, à volume de production faiblement croissant du fait de la stagnation du pouvoir d'achat et des faibles gains escomptables à l'exportation, un simple *ralentissement* de la hausse du chômage¹⁵, alors que le président avait été élu pour inverser la courbe. On espère tout au plus, par la prolongation de la scolarité et l'avancement de la retraite, attendre qu'après 1985 la baisse de la pression démographique résolve le problème !

Or, la poursuite de la crise mondiale, et l'insertion particulière de la France, rendent le succès de cette entreprise (pour-tant limitée) très aléatoire.

Elle repose en effet sur une hypothèse de croissance peu assurée, et sur l'idée que la consommation française engendre (directement ou indirectement, via l'investissement) de la production française. Or nous avons vu que l'un des legs du giscardisme était précisément l'extraversion de notre économie. Toute augmentation de la consommation française, et pire encore de l'investissement français, engendre une augmentation plus que proportionnelle des importations : on débouche sur la barrière de la contrainte extérieure.

D'où la seconde inspiration de la politique économique : la reconquête du marché intérieur, la restructuration « autocalmée » de l'appareil productif, autour du secteur nationalisé, et avec l'aide des crédits publics, notamment dans le domaine de la technologie, bref un renforcement du capitalisme d'État¹⁶.

15. C'est ce que montrent les fameuses « projections variantes » réalisées pour le Plan à partir du modèle D.M.S. : en cinq ans cette réduction « sauve » 800 000 emplois par rapport à l'évolution tendancielle... qui en supprimerait plus de 400 000 ! Et comme il faut 200 000 places de plus par an pour les jeunes...

16. Par ce terme je désigne simplement les entreprises capitalistes (par les rapports de production qui y règnent) à propriété d'État. Je précise que ce terme n'implique pour moi ni la bureaucratie, ni le Goulag : je pense que les entreprises nationalisées françaises sont et seront les plus dynamiques et globalement les plus sociales de France. Enfin, j'estime que ce capitalisme d'État est un bon moyen de dépasser

Une telle stratégie repose donc sur trois conditions :

— Pas de grosse aggravation du contexte mondial. Là dessus, on ne peut pas grand-chose.

— L'acceptation par les travailleurs d'un compromis moins avantageux que celui de Grenelle en juin 1968. Nous y reviendrons plus loin.

— Le retour d'une fraction notable du patronat privé, des cadres et de la haute administration à une idéologie développementiste et nationaliste.

Et c'est là que pèse de tout son poids la rupture giscardienne. L'entrepreneur dynamique, moderniste, appréciant les effets macro-économiques favorables de la hausse du salaire horaire, a tout simplement... disparu. Mauroy et Delors auront beau multiplier les appels pathétiques à la fin de l'année 1981 : la base sociale patronale privée du groupe « Echange et Projet », celle qui avait appuyé la nouvelle société de Chaban et s'était prononcée en faveur de Mitterrand en 1973, n'est pas au rendez-vous¹⁷. Où sont-ils passés ? Très schématiquement :

— Ceux qui étaient modernistes à la fin des années 60 sont devenus mondialistes. Ils n'ont plus d'intérêt particulier à la croissance française. Leur marché, comme leur base productrice, s'est internationalisé. En France, ils entendent produire à moindre coût et avec la plus grande liberté de licenciement. Cette idéologie imprègne aussi bien le patronat de droit divin que la « technostructure », et même une fraction des cadres de production (comme ces ingénieurs de Matra qui menacèrent d'émigrer aux USA si on les nationalisait). Typique est le cas de P. Moussa, donné pour socialiste de cœur, et à la tête du groupe financier le plus traditionnellement lié à la dépense publique, qui « passa

la rationalité à court terme du capitalisme privé qui, n'investissant qu'en fonction des profits réalisés et des marchés anticipés, a laissé vieillir et extravertir le système productif français depuis 1974. (Voir A. Hamdouch, « Investissements privés, investissements publics en France. Evolution et déterminants (1959-1979) », *Cahiers du Centre d'Etudes Industrielles*, n° 3, Paris I^{er}, 1982).

17. D'où la déjà légendaire amertume de Delors. Dans son entretien avec le *Nouvel Economiste* (n° 310, 9 nov. 1981), à la question « Avez-vous quelque peu renouvelé l'idée que vous vous faisiez de la France » ? il répond : « La France est plus immuable que changeante. Je m'attendais à ce que les facteurs de modernité soient davantage répandus parmi les petits et les grands décideurs. »

à Coblençe » quand il perçut la nationalisation de Paribas comme une attaque contre l'outil multinationalisé qu'il avait construit¹⁸.

— Quant au petit et moyen patronat non moderniste, eh bien il est resté réactionnaire, lui et ses cadres de gestion, et n'a donc aucune raison d'accepter les offres de Delors. Sa « grève de l'investissement » n'a d'ailleurs pas que des raisons idéologiques. Placé sur le mauvais versant de la « société duale », en position le plus souvent de sous-traitance, il sait que sa compétitivité ne réside que dans la surexploitation de ses travailleurs, qu'entend justement limiter la politique sociale du pouvoir. Il ne perçoit la nationalisation des groupes dont il dépendait que comme une menace de « réinternalisation » dans ces groupes des activités qui lui étaient jusque-là sous-traitées.

Cette dualité réelle de l'appareil industriel hérité du giscardisme est contradictoire à court terme avec le rêve de la « bonne dualité » de l'économie mixte : de grandes entreprises nationales baignant dans un tissu dense de PME modernes, sociales et dynamiques.

Tout va donc reposer sur le secteur nationalisé et la haute administration. Significativement, les anciens représentants d'un moyen capital privé moderniste, tels Bidegain et Neuschwander, ont dû trouver refuge dans ce secteur. Or le parti développementiste y est devenu très minoritaire, et le pouvoir socialiste — soit par pusillanimité, soit par crainte de la montée d'un pouvoir syndical contrôlé par le PCF, soit tout simplement absence de personnel¹⁹ — n'a pas voulu tailler dans le vif. On a plutôt l'impression que les hommes du PS parachutés à la tête d'institutions (administrations et grandes entreprises) giscardisées de longue date ne mettent pas six mois à en épouser la logique, « l'habitus » dirait Bourdieu — comme les Germain dans

18. Dans le même ordre d'idée, le mensuel *l'Expansion*, qui fut à la fin des années 60 le principal organe d'expression d'un modernisme patronal social-démocrate, se mura dans les six premiers mois du « changement » dans une contestation du nouveau pouvoir à la limite de la mauvaise foi, à la droite du *Nouvel Economiste* et parfois proche du *Quotidien de Paris*.

19. C'est l'excuse trouvée par le *Canard Enchaîné*, scandalisé par la promotion de C. Stoffaës, ancien théoricien de la société duale et de la politique des créneaux, aujourd'hui chargé de la stratégie au ministère de l'industrie.

l'empire romain ou les bolcheviks dans l'empire russe ! La mineur des « nouveaux droits » promis aux travailleurs ne risque pas d'inverser la tendance.

Dans ces conditions, les vrais clivages au sein de l'Etat-PS opposeront ceux qui se couleront le plus volontiers au moule hérité — respect des « grands équilibres », du libre-échange, des mobiles du capital privé — et ceux qui s'en tiendront à une ligne plus volontariste, jacobine, nationaliste, voire protectionniste. Ce clivage n'est pas un clivage « droite-gauche ». Certes, toute offensive populaire rendant plus problématique le maintien des compromis dans un contexte libéral, déboucherait probablement sur un renforcement du secteur public et du protectionnisme. Mais il faut bien voir que ce secteur jacobin de la haute administration publique et de la direction des entreprises nationalisées épouse totalement l'idéal productiviste et le culte des « spécialistes » qui constituent l'âme du fordisme. Il n'y a pas plus « japonais » en France, en ce sens, que les cadres techniques de Renault, de l'EDF ou de la SNCF.

... Et les travailleurs n'ont rien à gagner (comme dirait Arlette).

Qu'est-ce que de tels hommes ont à offrir aux travailleurs ? Encore une fois : Grenelle en moins bien.

Rappelons-nous. Grenelle symbolise un compromis, achèvement de la « régulation monopoliste » et point de départ de la dernière vague de croissance intensive, 1968-1974. Aux ouvriers : baisse de la durée du travail (déjà), rigidification de la législation sociale, plein emploi et hausse du pouvoir d'achat (hélas). Aux patrons, carte blanche pour restructurer, mécaniser, robotiser, déqualifier, généraliser le travail en équipes. Ce compromis, le PCF et la CGT s'y tiendront face à une nouvelle gauche ouvrière qui, aux avantages quantitatifs, opposera la lutte contre l'organisation capitaliste du travail. Cette lutte s'essouffera dès l'ouverture de la crise : l'emploi et le revenu deviendront la préoccupation dominante.

Mais dès l'automne de la victoire de la gauche, on assiste — lointain écho des luttes de 1970-1971 — à une floraison de grèves contre la productivité capitaliste, dans l'automobile, de Sandouville à Sochaux. Non que les ouvriers soient contre la

productivité. Il existe d'immenses gisements de productivité dans la créativité des travailleurs. Mais à juste titre ils refusent qu'elle leur soit imposée par une mécanique étrangère, au détriment de leur implication et de leur santé. Or, sur cette « réappropriation de l'outil », certes difficile mais ardemment souhaitée par une fraction sans doute encore majoritaire de la classe²⁰ — du jeune OS écœuré par le boulot qu'on lui donne à faire à l'ouvrier professionnel écœuré par son métier détruit — cette aspiration-là est totalement étrangère à la problématique des « développementistes », de la grande majorité du PS et du rapport Auroux. Le Plan, par ses omissions, est désespérément clair sur ce point : la créativité, c'est l'affaire des cadres et techniciens.

L'extension du droit des travailleurs, loin de réduire les responsabilités dévolues aux dirigeants, permettra un dialogue social plus intense et plus riche, fera de l'entreprise une entité plus vivante et en favorisera l'essor. En son sein, les cadres techniques et agents de maîtrise joueront un rôle actif dans l'introduction des méthodes et processus techniques modernes, l'amélioration des conditions de travail et l'évolution de la qualité des biens et services (p. 58).

Bien sûr, personne au PS, ni encore moins au PCF, ne rechignera à rajouter à la liste la fraction qualifiée de la classe ouvrière, ni à prôner la requalification du travail. Mais c'est sur ce seul groupe-là, archiminoritaire et décroissant, que repose la « culture technique » : un bloc social qui unirait l'entrepreneur imaginaire à l'ouvrier bricoleur en passant par le technicien passionné d'innovation. Un bloc social qui nous renvoie à l'épopée de l'aérospatiale du temps de Mermoz, voire à l'ordinovisme du jeune Gramsci, mais qui ne subsiste plus qu'à l'état de trace dans les décombres de la Seine-Saint-Denis ou de Saint-Etienne, ou alors, sous une forme très minoritaire en France, dans quelques entreprises de technologies avancées.

Et les autres ? tous les autres ? Les immigrés des chaînes ? les femmes assembleuses de l'électromécanique ? Et tous ces jeu-

20. Voir Danièle Linhart, *L'appel de la sirène*, Sycomore 1981.

nes précaires dont le rapport au « boulot » (et pas au métier) est resté épisodique depuis huit ans ? Tous ceux pour qui le travail, comme activité concrète, est un repoussoir, un purgatoire rendu nécessaire par le besoin d'argent ou de socialisation ? Les intégrer à ce bloc exige plus que de la « démocratie d'entreprise » : une véritable révolution socio-technologique. Ce n'est pas à celle-là que pense le PS : lui n'attend le progrès que des puces électroniques et des bactéries. Ou, comme disait Mao à propos de Deng : « Lui ne voit que la technique et les cadres, il ignore la politique et les masses. »

Immobilisme donc sur l'un des deux volets constitutifs du rapport salarial : le rapport du producteur direct aux moyens de production. Qu'offre-t-on alors du côté des conditions de la vente de la force de travail ? Une sorte de mégotage où en échange d'une baisse homéopathique de la durée du travail et du maintien du revenu, le patronat exige en plus la liberté de choisir la répartition journalière, mensuelle et annuelle de ce temps de travail.

Je propose une conjecture que je ne peux prouver mais à laquelle je crois profondément. Supposons que le 20 mai, au sommet de l'état de grâce, le président ait déclaré, sur ce ton churchillien dont il est capable : « L'heure est grave. Il y a un mal absolu : le chômage. Je propose un partage complet du travail, les trente-cinq heures tout de suite, ou même moins, de façon à obtenir une embauche massive immédiate, au prix, s'il le faut, d'une réduction des revenus mensuels, sauf pour les bas salaires. » Je dis qu'alors la majorité des travailleurs l'aurait accepté, et même aurait accepté de négocier la pleine utilisation des machines (donc une nouvelle vague de mise au travail en équipe — mais cette fois sur des équipes de six heures et moins).

Un tel compromis, impliquant la renégociation globale du rapport salarial, aurait en effet ouvert de nouveaux horizons à l'emploi du temps des travailleurs. Quand on travaille six ou sept heures par jour, on peut accepter des loisirs plus fondés sur l'activité créative que sur la consommation monétaire. Quand on vous offre douze minutes de moins par jour, on ne peut ressentir que la baisse du salaire — et l'on sait très bien qu'il n'y aura pas plus d'embauche.

Le PS a reculé devant une telle révolution. Quant à la CFDT qui aurait pu soutenir un tel projet, son « recentrage », selon

une dynamique déjà décrite ailleurs²¹, l'avait conduite à intégrer à ce point les nécessités de la « compatibilité capitaliste » qu'elle fut la première, dès le mois de juin, à proposer « les trente-cinq heures en cinq ans ». On vit pire. Même la réduction d'une heure sans réduction du salaire mensuel ne trouva grâce aux yeux ni du patronat, ni de la CFDT. Lors de l'ordonnance de février, supprimant la quarantième heure, les travailleurs durent se battre pour la compensation intégrale sur le salaire mensuel. Or celle-ci était une des pièces centrales du Plan : comme la réduction d'une heure ne crée pas l'emploi, en l'absence de croissance, toute réduction de salaire (ajoutée à la hausse de 1 % des cotisations sociales !) vient en soustraction de la demande finale et compromet définitivement la reprise, donc accroît le chômage. C'est pourquoi le Plan était clair :

Une réduction de l'ordre de une heure de la durée hebdomadaire de travail devrait, au moment où elle entre dans les faits, se faire sans perte de salaire par tête. Les négociations ultérieures devraient intégrer les relèvements du salaire horaire qui auront été opérés à cette occasion, sans se traduire par une perte de pouvoir d'achat. Ces évolutions doivent s'entendre en moyenne et ne font pas obstacle à une progression plus rapide des bas salaires, plus lente des hauts salaires (p. 66).

Mitterrand n'a rien dit d'autre en tranchant en faveur de la compensation intégrale²². Les travailleurs, la CGT, et la base

21. Toujours dans « La double complexité... ». On comprendra que si je « m'acharne » sur la CFDT, c'est aussi par dépit amoureux. Après tout, la CGT ne fait que suivre la ligne qu'elle a toujours prônée.

22. Significativement, personne n'a songé à rapprocher cette prise de position du Président et les recommandations du Plan voté deux mois auparavant ! On y a vu au contraire une capitulation devant une pression cégétiste, alors que les syndiqués et les travailleurs luttaient tous syndicats confondus ! Signalons par ailleurs que la CFDT a été la première à soutenir le fameux accord BSN sur le passage à 33 heures payées 40 heures sans embauche.

Quant à ceux qui pensent que, sans compensation salariale, les patrons auraient été incités à embaucher, je les invite à réfléchir à ceci. Avec le 1 % de cotisation sociale, le revenu des salariés aurait chuté de 3,4 %. Soit la consommation totale d'automobiles françaises par les Français. Bien sûr les nouveaux embauchés auraient consommé... s'ils avaient été embauchés ! C'est tout le problème de la « régulation ».

de la CFDT ont donc eu parfaitement raison de se battre pour la compensation. Et Edmond Maire est parfaitement mal venu de parler de « faux pas qui sacrifie l'emploi au pouvoir d'achat ». Il n'y a eu qu'un faux pas, dramatique car il interdit toute résorption du chômage : le refus des trente-cinq heures tout de suite, celui d'un nouveau partage du temps contraint et du temps libre, rompant avec la logique unidimensionnelle du productivisme.

Mais en février les travailleurs ne se sont pas battus seulement pour la compensation. Ils se sont battus aussi et surtout sur le contrôle de la répartition du nouveau volume d'heures travaillées. C'est ce qu'explique une militante de la CFDT-métallurgie, tirant un bilan passionnant des grèves en région parisienne, dans un entretien avec Danièle Linhart, qui conclut :

On leur propose une heure en moins, une cinquième semaine éparse : tout cela ne représente rien de décisif par rapport au statu quo qu'ils ont créé entre autres par leur absentéisme. Par contre, la contrepartie demandée par le patronat, à savoir souplesse dans l'aménagement de la durée et modulation, renforce son pouvoir sur l'organisation du temps des salariés ; ce qui, pour eux, compte précisément le plus, et qui est ce qu'ils rejettent le plus. Ce qu'ils veulent c'est une maîtrise individuelle et collective de leur temps de travail. Ils veulent choisir eux-mêmes. Et les horaires variables, comme tu l'as montré, peuvent d'une certaine façon satisfaire leurs attentes. Mais est-ce que l'individualisation des temps de travail ne constitue pas une gêne importante pour l'action syndicale²³ ?

Question à laquelle la militante répond en critiquant les méthodes routinières, le refus fréquent, chez ses camarades syndicalistes, de prendre en compte les aspirations réelles des travailleurs. Ces « purs et durs » refusent les horaires mobiles, et même la tendance à bloquer le temps hors-entreprise en paquets significatifs (mercredi, vendredi après-midi, etc.). Motif : ça brise la rigidité de la classe, ça démobilise par rapport au combat principal dans l'entreprise, etc.

23. *Partis-Pris* n° 34, février 1982.

On comprend qu'un tel refus des aspirations des masses laisse le champ libre à l'initiative patronale et aggrave la crise du syndicalisme traditionnel ! Entre un patronat qui cherche à renverser la perte sur la durée du travail en gain sur la souplesse d'usage de la main-d'œuvre, et un salariat aux multiples facettes dont le syndicalisme en crise ne parvient plus à exprimer en objectifs de lutte unifiants les aspirations et intérêts éclatés, le gouvernement a choisi la pire des politiques : l'accumulation des quarts de mesures, qui n'offrent aucun avantage tangible, mais où chaque « sacrifice » remettant en cause les avantages acquis ne peut que provoquer les clameurs et crispes des corporatismes.

Il ne s'agit de ma part ni d'incriminer les militants syndicalistes qui s'activent encore au four et au moulin dans une situation extrêmement difficile, ni d'accuser routinièrement les réformistes de trahison. Je voudrais simplement mettre en lumière une dynamique perverse :

— En ne faisant pas de proposition de « réforme radicale » du rapport salarial, le gouvernement n'offre aucune prise à la formation d'un bloc populaire appuyant sa politique économico-industrielle, et alimente au contraire les critiques de la droite et le mécontentement des travailleurs qui se cristallise en réactions « corporatistes ». Heureusement, en somme, que ces légitimes réactions corporatistes peuvent s'exprimer par le canal cégétiste, plutôt que par un canal fasciste !

— Faute de visée claire et d'un rapport de force suffisant, le mouvement ouvrier (et plus généralement les travailleurs) s'avoue incapable de formuler, de manière autonome, un projet alternatif. Il laisse ainsi le pouvoir, soumis à une forte pression de la droite, et selon une logique au mieux développementiste, au pire libérale, n'avancer que des propositions qui ont de moins en moins la saveur du « changement ».

Dégager un projet alternatif impliquerait d'ailleurs une remise en cause profonde des pratiques syndicales. Le mouvement ouvrier organisé devrait prendre en compte la diversité des figures du salariat (pas seulement les techniciens, pas seulement « l'ouvrier-masse », pas seulement le travailleur précaire). Il devrait prendre en compte la diversité des aspirations radicales au sein de chaque individu, au lieu de l'enfermer dans le statut de prolétaire à défendre contre ses mauvais penchants tout

autant que contre le patron (personne n'est jamais qu'un producteur : on est aussi femme, parent, amant(e), bricoleur, citoyen, immigré, musicien...). Il doit résister à la tentation d'anticiper sur les « contraintes » (au risque d'être plus attentif au discours technocratique qu'aux aspirations réelles des masses), sans tomber dans la surenchère corporatiste. La situation, encore une fois, est difficile et complexe. Mais le réveil progressif de la base, et l'accueil non répressif que l'on peut espérer trouver du côté du pouvoir²⁴ rouvrent, pour la première fois depuis 1976 (dernière grande vague de lutte face à la crise), un espace de développement aux mouvements de masse.

Ces fameuses « nouvelles classes moyennes ».

On retrouve des problèmes très semblables sur l'autre volet de la politique de stabilisation sociale-démocrate : la mise en place d'un nouveau réseau de classes relais s'appuyant sur de nouvelles institutions et donnant corps au nouveau bloc hégémonique. Avec la décentralisation et l'aide au mouvement associatif, y compris la loi sur les radios libres, c'est apparemment là que le pouvoir entend aller le plus vite, et c'est bien sûr le plus « facile », quoiqu'il s'agisse d'une action à long terme, car c'est là que pèsent le moins les contraintes de l'économie et les formes les plus fondamentales de la lutte des classes.

Toutefois ce serait une erreur profonde de croire que la « nouvelle petite bourgeoisie » n'a qu'à occuper des places laissées vacantes par l'écroulement de couches archaïques et la passivité des masses populaires.

D'abord, qu'est-ce que la « nouvelle petite bourgeoisie » ? Si on entend par là les catégories moyennes et supérieures du tertiaire salarié public ou privé, il suffit de remarquer que puisque ces couches existent depuis longtemps (enfin, depuis la stabilisation de la République à la fin du siècle dernier : elles faisaient déjà partie des « nouvelles élites » auxquelles en appelait Gambetta), elles avaient déjà bien leur place, sous une cer-

24. Je dis « espérer ». Le mouvement anti-nucléaire a expérimenté le contraire, il est vrai dans des situations où il apparaissait réduit à une activité violente et minoritaire.

taine forme, dans le système hégémonique ancien. Quand on lit, dans l'éditorial du premier numéro de la revue *Non !* que « la thématique soixante-huitarde permettra aux néo-petits-bourgeois de jouer le rôle qui leur est désormais assigné : sous-traiter les tâches d'encadrement des couches populaires », on ne peut donc que se perdre en conjectures sur les cibles visées. Car enfin, les « tâches d'encadrement » font par définition partie de la profession de cadre, et la « République des professeurs » ne date pas du 20 juin. Une telle phrase (si elle ne relève pas de la pure ignorance) doit donc signifier quelque chose du genre : « De nouveaux petits-bourgeois salariés (autres que les instituteurs et professeurs qui sont depuis un siècle les hussards de la République bourgeoise quadrillant le territoire), vont se voir confier de nouvelles tâches d'encadrement (autres que strictement professionnelles), qu'ils assumeront au nom de la thématique libertaire, féministe, écologiste ». En gros, si les mots ont un sens, ça veut dire que les cadres du privé vont s'emparer des municipalités ou des associations au nom des idées de Mai.

Je ne sais si une telle perspective effraie encore le CERES ou si elle le réjouit déjà. Le vrai problème, c'est qu'en espérer une consolidation sociale-démocrate me paraît illusoire. Les cadres peuvent en effet se percevoir eux-mêmes sous plusieurs aspects :

N° 1. — Comme « propriétaires » d'un savoir-faire qu'ils mettent en œuvre contre rémunération : donc sous l'angle « profession libérale ».

N° 2. — Comme détenteurs d'une mission de commandement déléguée.

N° 3. — Comme fragment intellectuel du travailleur collectif salarié.

Evidemment, ces trois composantes se mélangent en proportion variable selon leur place effective dans les rapports de production. Mais le cocktail qui compose « l'habitus » du cadre est lui-même modifié et consolidé par la formation scolaire, les formes concrètes de relation aux autres catégories, les institutions assurant la représentation de ses intérêts, etc. Dans un article remarquable, L. Boltanski²⁵ montre qu'en fait les « bourgeois salariés » sont profondément polarisés (quant à leur vision du

25. « L'Université, les entreprises et la multiplication des salariés bourgeois », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, n° 34, 1980.

monde) suivant l'axe « privé/public » et même, au sein du privé, selon l'axe « gestion/technique ». Les cadres du privé, issus des grandes écoles ou de la promotion interne, adhèrent à des valeurs aussi soixante-huitardes que... la hiérarchie, l'autorité, la compétence, la compétition²⁶ ! Quant à ceux qui refusent ces valeurs et viennent pour la plupart de l'université, ils trouvent justement refuge dans la fonction publique (et tout particulièrement la recherche, l'enseignement, l'animation) dont Daniel Cohn-Bendit a dit un jour que par son existence en France elle étouffait la possibilité d'un réseau alternatif à l'allemande !

Outre qu'un tel constat relativise une fois de plus « l'absurde polarisation » Rocard-Chevènement, en la réduisant tout au plus à la complémentarité des aspirations d'une même catégorie sociale (participation à l'Etat central/initiative locale), il remet en cause globalement la polarisation « vieilles élites à droite/nouvelles élites à gauche ». En fait, les petits-bourgeois et bourgeois salariés ne peuvent être « soixante-huitards » que par leur aspect n° 3 (critique de la division du travail, de la hiérarchie, du pouvoir de l'argent) car alors l'aspect n° 1 prend la forme de la « créativité ». Ils peuvent également être de gauche par une combinaison spécifique des aspects 1, 2 et 3 sous la dominante de l'aspect « salarié » comme opposé à « possédant », mais alors ils auront tendance à monnayer leur « capital culturel » soit contre un pouvoir public (c'est l'aspect « développementaliste » des technocrates, que rejoint le dirigisme de bien des enseignants-députés), soit contre un salaire prenant la forme d'une rente, et le plus souvent les deux ensemble. C'est d'ailleurs fondamentalement la base de la version de gauche du système hégémonique traditionnel (la république des professeurs à toujours cherché à reconvertir les enfants des anciennes classes moyennes dans la fonction publique). Cette idéologie du compétent-responsable-fonctionnaire n'est guère accessible à « l'esprit

26. Contrairement à une légende qui s'est répandue en 1978 sur la base des succès littéraires de quelques ex-Mao, l'individualisme compétitif n'était pas une « valeur » de Mai 68. Les valeurs dominantes étaient au contraire la Solidarité et la Liberté. Les historiens peuvent nourrir les ordinateurs de leurs archives pour le vérifier. En revanche, les nouveaux cadres du RPR, plus « absolument modernes » encore que S. July, gorgés des thèses élitistes de la Nouvelle Droite, sont de parfaits représentants de cette idéologie.

soixante-huitard », et elle est minée par une contradiction entre sa face corporatiste, rentière, et sa face développementaliste, moderniste.

Mais les « néo-petits-bourgeois » peuvent surtout être de droite si leur capital culturel et leur pouvoir de commandement les soude au bloc des possédants et aux élites libérales. Et tel fut bien le comportement de la majorité des cadres supérieurs — mais pas des cadres moyens — qui resta en 1981 largement acquise à la droite. Or la structuration corporatiste des cadres, par le biais de leur représentation aux comités d'entreprise, de leur régime de retraite, etc., reconstitue tendanciellement le bloc de l'encadrement (y compris les « moyens », voire les « petits ») et les possédants : c'est le phénomène qui au Chili face à Allende s'est appelé « grémialisme ». Tel est le pari de la CGC, mais aussi des syndicats autonomes dans l'enseignement, de « Solidarité (sic) médicale », etc.

Malheureusement, cette fois encore, le PS ne fait rien pour casser ce bloc, autonomiser les cadres moyens par rapport aux cadres supérieurs et aggraver la contradiction qui les oppose globalement aux possédants. Ce qui n'est d'ailleurs pas si commode, et nécessiterait des réformes radicales. Sans même parler de celle de la division du travail, citons la question de la fiscalité et autres prélèvements obligatoires (Sécurité sociale). Actuellement, la part des prélèvements obligatoires sur les revenus est, chez les non-salariés, la moitié de ce qu'elle est chez les salariés, et supérieure chez les ouvriers à ce qu'elle est chez les cadres supérieurs (à cause du plafonnement des cotisations SS et du quotient familial). Par leur pension de retraite, les cadres récupèrent 1,5 fois ce qu'ils ont cotisé, les manœuvres 1,01 fois²⁷ ! Seule une réforme drastique, attaquant durement les intérêts des possédants non salariés, permettrait de rétablir la solidarité entre salariés sans faire hurler les cadres. On semble en être bien loin dans les projets du PS : ce faisant on accrédite l'idée que la défense grémialiste des avantages acquis est payante.

On retrouve un phénomène semblable dans ce que l'on considère habituellement comme le type des classes moyennes

27. Voir C. Blum-Girardeau, *Les tableaux de la Solidarité*, D.F.-Económica, 1981.

« archaïques » : les paysans. Il y a pourtant quinze ans que la couche des « petits patrons dynamiques », celle des paysans moyens qui ont réussi leur modernisation, a évincé à la tête du syndicalisme agricole la couche des agrariens traditionnels qui soudait la paysannerie à l'enseigne de la « propriété ». C'est aujourd'hui comme « entrepreneurs » exigeant une protection de l'Etat (face à l'Europe, aux intempéries, etc.) que ces élites (qui sont le produit de la politique agricole gaulliste) cherchent à souder la paysannerie contre le pouvoir de gauche. Désagréger ce bloc agraire grémialiste-moderniste exigerait de s'appuyer sur l'aspect « producteur » du petit paysan, plus particulièrement « producteur exploité par les firmes agro-alimentaires et le Crédit Agricole », ce qui implique une réforme radicale du statut paysan, et une remise en cause du productivisme dans l'agriculture, comme le demande d'ailleurs la gauche paysanne, notamment la Confédération des travailleurs paysans avec Bernard Lambert. Cette fois, il existe un projet alternatif formulé par le mouvement social, et, comme le remarque G. Allaire, il revient au pouvoir de constituer une base sociale de gauche et briser le monopole organique de la FNSEA, en reprenant à son compte l'exigence de réforme venue d'un secteur progressiste de la base. La balle est dans son camp... mais encore plus nettement et avec moins d'excuse que dans l'affaire des trente-cinq heures, il « mégote », consolidant ainsi l'opposition grémialiste de la FNSEA²⁸.

Dans les deux cas (celui des cadres et celui des paysans), il n'y a donc pas identité entre « nouveauté socio-économique » et attitude socialiste, ni même adhésion à un pouvoir de gauche. Non seulement en effet les cadres supérieurs et les « petits patrons dynamiques » de l'agriculture n'ont pratiquement aucun intérêt stratégique à une remise en cause de l'ordre capitaliste en général, mais même tactiquement ils n'ont pas d'intérêt évident au « changement », car ils avaient déjà leur place dans la « société bloquée », soit que celle-ci ait su s'aménager, soit que par certains aspects de leur condition ils aient partie liée avec les valeurs du bloc hégémonique archaïque. Chose plus grave, la non-remise en cause des structures assurant la prise en charge

28. Voir l'interview de B. Lambert et l'article de G. Allaire (animateur de *Nouvelles Campagnes*) dans *Partis Pris* n° 35, mars 1982.

d'intérêts catégoriels qui placent sous leur direction d'autres « couches appuis » (cadres moyens, ensemble de la paysannerie) favorise la rigidification de blocs professionnels unissant « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas » face au gouvernement de gauche : c'est le grémialisme.

De ce point de vue, il aurait sans doute été préférable de soigner la réforme des caisses de retraite complémentaire (qui par leur existence *constituent* le statut des cadres) ou de l'appareil para-étatique de l'agriculture (qui actuellement se confond largement avec la FNSEA), plutôt que de réformer en priorité la répartition des pouvoirs, au sein du « pays légal », entre le local et le national. Car les élections aux postes de responsabilité politique ne font que sanctionner la crise ou la consolidation d'alliances de classes qui se nouent ailleurs. Si la droite hégémonise le centre sur le terrain, elle gagnera les élections locales encore plus facilement que les nationales, et la décentralisation ne sera qu'une arme de plus pour consolider sa clientèle²⁹.

..

Tout bien considéré, les chances d'une stabilisation sociale-démocrate sont très loin d'être évidentes. La victoire arrive trop tard : la crise de la « mondialisation » giscardienne (c'est-à-dire l'extraversion défavorable de la France) en ont brisé les bases économiques. Et les difficultés ne viennent pas tant d'une « sur-renchère gauchiste » de la base ouvrière (remarquablement raisonnable pendant un an) que du refus brutal de composer, venant des classes possédantes comme de la plupart des élites (modernes ou archaïques). Dans ces conditions, si les possibilités d'une « transcroissance révolutionnaire » d'une expérience de gauche apparaissent complètement mythiques, étant donné le désarroi idéologique de la plupart des mouvements sociaux, les explosions de mécontentement se monnayant en avantages corporatistes ne sont pas exclus (et seraient catastrophiques). Et encore plus probable la cristallisation grémialiste du mécontentement ou de la déception, que sanctionnerait très rapidement une défaite électorale de la gauche.

29. Relisant ce texte, avant envoi à l'impression, le lendemain du premier tour des élections cantonales, je ne peux que Irémir à cette perspective...

Tout particulièrement dangereux serait alors le raisonnement : « Les voix de gauche ne peuvent aller à droite, l'essentiel est donc de garder le centre, donc de mener une politique centriste. » Ce raisonnement oublie que la base de la gauche peut surtout se démobiliser. Or qui peut « conquérir le centre » sinon la gauche de base ? Sinon ces millions de conversations entre parents, amis, collègues, des années durant, où les « acquis à la gauche », toutes tendances confondues, ont peu à peu su convaincre qu'« avec la gauche se serait mieux » ? Ceux-là aujourd'hui se taisent, embarrassés, ou reconnaissent déjà qu'« ils ne sont pas mieux que les autres ». Le pouvoir PS, ivre de sa victoire, a rompu très vite les ponts avec les écologistes et l'extrême gauche (soit quand même 10 à 20 % du « peuple de gauche ») qui avaient culturellement préparé sa victoire pendant dix ans, et l'avaient soutenu politiquement dans les dernières années. Ceux-là ne voteront pas pour la droite, ou même voteraient contre un Chirac³⁰, mais ne se battent plus pour faire voter PS.

En réalité, aujourd'hui, il n'existe probablement d'équilibre à gauche (s'il en existe) que plus à gauche que le modernisme social qui a caractérisé jusqu'ici le second gouvernement Mauroy. Consolider les bases sociales du changement, c'est d'abord ne rien perdre sur la gauche (chez les ex-gauchistes, écolos de gauche et assimilés, mais aussi chez les ex-PCF qui pour être écœurés de Marchais n'en sont pas moins exigeants vis-à-vis du PS), c'est ensuite transformer les conditions d'existence du « centre » pour qu'il perçoive tout retour en arrière comme désavantageux. Cela passe donc par des « réformes radicales » modifiant les conditions générales des alliances de classes dans le sens de certaines aspirations populaires : non pas la consolidation des exigences corporatistes, mais la remise en cause au moins partielle de certains rapports sociaux fondamentaux, tels le rapport salarial, le statut paysan, etc.

Ainsi, la consolidation du réformisme social-démocrate passe, paradoxalement, par une poussée plus « radicale » (ce qui est d'ailleurs une constante de l'histoire de France, où « l'on ne

30. Comme ils ont encore voté Schmidt contre Strauss en 1981. Mais les « mouvements de citoyens » qui avaient soutenu Brandt sont aujourd'hui perdus pour S.P.D. qui n'est plus qu'en sursis.

fait des réformes que sous la poussée des révolutions »). Or le pouvoir actuel s'y opposera spontanément, non tant par une pusillanimité qui serait le propre du réformisme, ni même par souci tactique de ne pas effaroucher le centre, mais parce que souvent ces exigences radicales vont à l'encontre de l'idéologie « moderniste-productiviste », à l'encontre de la fameuse « culture technique ». Non que les travailleurs-paysans équipés mais ruinés, les écolos fanatiques de solaire, les O.S. des usines robotisées, etc., refusent « la technique ». Ils en sont imbibés, souvent bien plus que les littéraires députés du PS. Mais la technique est la matérialisation de rapports sociaux : ils ne sont tout simplement pas pour les *mêmes* techniques.

En somme, et selon une logique assez classique :

- Les « réformistes » n'entraînent pas l'adhésion des masses populaires parce que leur projet social (économique, politique, culturel) est différent de leurs aspirations.
- Ce manque d'adhésion affaiblit les réformistes et toute la gauche face à la droite, donc compromet la « stabilisation sociale-démocrate ».
- Seuls peuvent enrayer cette mécanique des mouvements populaires contraignant le pouvoir à reprendre en compte leurs propres aspirations, moyennant leur articulation à un projet d'ensemble plus avancé.

On ne saurait donc prôner « l'opposition révolutionnaire » au gouvernement de gauche. Une telle position serait appropriée à une situation où un modernisme combatif imposerait, avec le soutien d'une fraction notable de la bourgeoisie, une restructuration antagonique aux intérêts et aspirations populaires. Ce n'est le cas que dans le domaine de la politique énergétique où se manifeste d'ailleurs la seule opposition violente de gauche au régime actuel³¹. Ce n'est pas le cas de la classe ouvrière ou de la paysannerie : ici la droite s'oppose à un pouvoir qui en fait « déjà trop » et la gauche à un pouvoir qui n'en fait « pas assez ». Ce dont il s'agit aujourd'hui, ce n'est pas non plus de

31. Si on veut contrebalancer cet exemple de « modernisme anti-populaire CERES-PCF » par un exemple de « modernisme anti-populaire rocardien », on peut l'attendre du côté de la viticulture, où des paysans pour l'instant acquis à la gauche se battent contre le libre-échange. Corporatisme ? Peut-être. Mais qu'aurait la gauche à gagner en sacrifiant des centaines de milliers de personnes pour quelques centaines de moins le degré-hecto de gros rouge ?

« soutien critique » (à quoi ?). Il s'agit de réfléchir, proposer, se battre pour faire accepter, combattre les refus³².

Les femmes et les hommes qui, depuis 68 et parfois bien avant, se sont battus sur tous les terrains du changement social, pour la justice, la liberté, l'émancipation individuelle et collective, contre des rapports sociaux rabougrissants et aliénants, parfois contre le PS et la plupart du temps sans lui, celles et ceux qui, trop souvent vaincus sur le terrain des luttes concrètes, ont infiniment plus contribué à changer les mentalités que toutes les affiches sur « l'autre chemin » et « la force tranquille », celles et ceux qui avaient dansé place de la Bastille pour la victoire d'un homme qui ne les représentait pas mais auquel ils étaient prêts à faire confiance, se trouvent à nouveau, malgré la lassitude, devant leurs responsabilités. Non, les choses ne deviennent pas plus faciles avec la victoire de la gauche : elles deviennent seulement possibles. Pas pour très longtemps.

Alain LIPÍETZ.

32. Telle n'était pas ma position en 1976 (cf. « Derrière les programmes... » cité note 1), soit que la situation ait vraiment changé, soit qu'après tout j'aie mis de l'eau dans mon vin...